

PATRICE REIS
Professeur de droit privé SECTION CNU 01, CNRS 36
GREDEG UMR 7321 CNRS/UNIVERSITE COTE D'AZUR

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom d'usage : REIS Prénom : PATRICE

Nationalité : Portugaise

Adresses professionnelles :

Université de Côte d'Azur - Faculté de droit et des sciences politiques de Nice EUR LEX, avenue Doyen Trotabas, 06000 Nice

Téléphone : 04.92.15.70.00 et Email : patrice.reis@univ-cotedazur.fr

Laboratoire: GREDEG –UMR 7321 CNRS/UNS - 250 rue Albert Einstein, Bat 2, 06650 Valbonne

Téléphone : 04.93.95.43.47 et Email : patrice.reis@gredeg.cnrs.fr

CARRIERE ET CURSUS

SITUATION ACTUELLE

01/09/2021 Professeur de droit privé – Faculté de droit et des sciences politiques de Nice.

2017 Passage Hors Classe des maîtres de conférences par le CNU 01, candidat à la qualification PR art.46-1

2016 Candidat à la qualification PR art.46-1

2007-2008 Candidat au premier concours d'agrégation en droit privé et sciences criminelles

01/09/2001 recrutement en tant que maître de conférences en droit privé à l'Université de Nice

Janvier 2001 Admissibilité au concours de chargé de recherches CNRS 2° classe section 36.

Février 2000 Qualification aux fonctions de Maître de conférences par le CNU 01

19/11/1999 Doctorat en droit privé et sciences criminelles Faculté de droit de Nice. « *La concurrence et les marchés publics* ».

FONCTIONS A L'UNIVERSITE DE NICE

Sept 2021 Professeur de droit privé, Faculté de droit et de sciences politiques de Nice

De septembre 2001 à sept 2021 Maître de Conférences HDR, Faculté de droit et des sciences politiques de Nice.

1999-2000 Chargé de travaux dirigés à la Faculté de droit et de sciences politiques de Nice

1997-1999 : Attaché d'enseignement et de recherche (ATER), Faculté de droit et de sciences politiques de Nice.

- 1996-97 : Chargé de travaux dirigés Faculté de droit et de sciences politiques de Nice.

- 1995-96 : Tuteur-moniteur, Faculté de droit et de sciences politiques, de Nice

FONCTIONS EN DEHORS DE L'UNIVERSITE DE NICE

Avril-mai 2023 Professeur invité Faculté de droit de Coimbra, Séminaires sur le droit de la concurrence face au numérique (règlement européen DMA).

Depuis janvier 2005 Enseignant chercheur invité à l'Université Mundiapolis à Casablanca Maroc (licence droit et master 2 juriste d'affaires) et responsable pédagogique depuis 2015 de la licence 3 en droit privé de la faculté de droit de Nice délocalisée au sein de cette Université.

Sept. 2002- fin 2005 Enseignant chercheur invité, Université de Genova, Italie, cours de droit français et européen de la concurrence dans le cadre d'un DU transfrontalier financé par l'Union Européenne (INTEREG Université de Genova et Université de Nice).

1999-2001 Professeur contractuel en droit privé au centre national de la fonction publique territoriale CNFPT, sur les sites de Nice, de Toulon, d'Aix en Provence et de Marseille.

TITRES UNIVERSITAIRES

2008 Habilitation à Diriger des Recherches. Sous la direction du professeur Laurence Boy, soutenue le 7 février 2008, Faculté de droit de Nice, *sujet « Concurrence entravée et concurrence excessive : La liberté d'accès au marché et le développement durable ».*

Jury Madame le Professeur Laurence BOY, Université de Nice-Sophia Antipolis, Directrice de recherche

Monsieur le Professeur Jean Yves CHEROT Université d'Aix en Provence, Rapporteur

Madame le Professeur Laurence IDOT Université de Paris I, Rapporteur

Madame le Professeur Catherine PRIETO Université d'Aix en Provence, Rapporteur

Monsieur le Professeur Fabrice SIIRIAINEN Université de Nice-Sophia Antipolis,

1999 Doctorat en droit privé et sciences criminelles. Sous la direction du professeur Laurence Boy et soutenu le 19 novembre 1999 Faculté de droit de Nice. Mention "très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité et autorisation de publication en l'état" [plus haute mention selon la Législation en vigueur]. *Sujet : « La concurrence et les marchés publics »* Thèse publiée en 2001 et rééditée en 2004.

Jury Mme Laurence BOY Professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis directrice de thèse.

Mme Marie-Chantal BOUTARD-LABARDE Professeur à l'Université de Paris X, membre du Conseil de la concurrence, rapporteur

M. Jean-Yves CHEROT Professeur à l'Université d'Aix-Marseille.

Mme Marie MALAURIE-VIGNAL Professeur à l'Université de Versailles, rapporteur.

M. Antoine PIROVANO Professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis

1994-1995 Diplôme d'Etudes Approfondies en droit économique et des affaires (Vice-Major - mention bien ; Mémoire de recherche sur « Les relations contractuelles entre la grande distribution et ses fournisseurs »).

LANGUES

Portugais : courant, langue maternelle.

Espagnol : courant

Anglais : niveau intermédiaire

ACTIVITE SCIENTIFIQUE

1. PUBLICATIONS ET PRODUCTION SCIENTIFIQUE

1.1 Liste classée des publications

1) OUVRAGE

Ouvrage individuel - « La concurrence et les marchés publics », Thèse de doctorat en droit privé, PUS (presses universitaires du Septentrion) **2001** et rééditée 2^e Edition en septembre **2004** par l'ANRT, 526 pages, (ISBN 2284020224)

2) AUTRES PUBLICATIONS

a) ARTICLES

1)- Empreintes carbone, empreintes numériques : l'équation complexe des Sustainable Data Carbon Ecosystems, avec Laurence SAGLIETTO (Pr sciences de gestion) revue management **2025**

2) Responsabilité sociale des entreprises du secteur minier, étude de droit comparé France/Brésil, avec le Professeur GRACE LADEIRA GARBACIO, revista juridica da Presidencia **août 2024**, volume 26 n°139, p 322-345.

3) Ethique du numérique et marché, in Ethique et droit économique sous la direction de Jennifer BARDY et Lemy DUONG GODEFROY, actes du colloque Ethique et Droit économique, 1^{er} octobre 2021, in Ethique et Droit économique, revue internationale de droit économique **RIDE 2021/3** décembre 2021 p.19 à 28.

- 4) Propos introductifs : Pouvoirs privés économiques et ordre public économique, **RIDE 2019/1 n° spécial, p. 7 à 10** actes du colloque Pouvoirs privés économiques et ordre public économique du 12 avril 2018 Nice.
- 5) « Pouvoirs privés économiques et ordre public économique : le droit de la concurrence cœur de l'ordre public économique » **RIDE 2019/1 n° spécial, p. 11 à 22** actes du colloque Pouvoirs privés économiques et ordre public économique du 12 avril 2018 Nice.
- 6) Environnement et concurrence dans la réforme des marchés publics, *Revue droit de l'environnement*, janvier **2017**, n°252, chroniques et opinions, p.10-15.
- 7) « L'accès au marché des fournisseurs face au développement des marques de distributeurs », *Contrats, concurrence et consommation* avril, **2014**, p.6-11
- 8) « Le contrôle de l'exercice des pouvoirs privés économiques par l'abus de dépendance économique : pour une approche critique » avec F. MARTY, *revue internationale de droit économique RIDE*, n° 4/**2013** p.579-588.
- 9) « Le droit du travail dans le droit de l'OHADA (organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires), *Revue de l'ERSUMA (Ecole régionale supérieure de la magistrature OHADA) : Droit des affaires N° 1 - Juin 2012*, Etudes, chapitre 13.
- 10) « L'utilisation stratégique des organisations professionnelles dans le cadre des infractions anticoncurrentielles, l'exemple de la France » avec M. DESCHAMPS, *revue LAMY droit des affaires* mai **2012**, 71, n°4045, p.85-94.
- 11) "Exclusivity in High-Tech Industries : Evidence from the French Case", avec Patrice BOUGETTE, Julien PILLOT et Frederic MARTY, *European Competition Journal*, volume 8, n°1, April 2012, pp.163-181.
- 12) « Analyses croisées juridiques et économiques des procédures négociées en droit de la concurrence » avec F. MARTY, *Les Dossiers de la Revue Internationale de Droit Economique*, vol. 4, avril **2011**, pp. 17-45.
- 13) « Appréciation des clauses d'exclusivité par les autorités de la concurrence : le cas des marchés de haute technologie », avec P. BOUGETTE, F. MARTY et J. PILLOT, *revue « Concurrences »* n°3/**2010**, n°31867, pp. 65-74.
- 14) « La protection internationale des variétés végétales : entre intérêts des firmes biotechnologiques et sécurité alimentaire », *Revue internationale de Droit économique*, Dossiers de la RIDE, numéro spécial n°2, avril **2009**, p. 87 à 97.
- 15) « La protection des variétés végétales dans le commerce international : le droit un outil stratégique », avec M A NGO (Ingénieur de recherches CNRS), *Propriétés industrielles*, octobre **2008**, n°10, p.30 à 34.
- 16) "Choix de localisation des firmes automobiles et aides publiques : Une analyse des décisions de la Commission européenne relative aux aides publiques en faveur des constructeurs", avec Edouard Barreiro et Frédéric Marty, *Annales de la Faculté de Droit, d'Economie et d'Administration de Metz*, n°6-2006, pp.421-440, novembre **2006**
- 17) « Les rappels dans le secteur automobile : une analyse en termes d'investissements réputationnels », avec Edouard Barreiro et Frédéric Marty, *Revue Economique et Sociale*, n° 3 – **2005**, septembre, pp. 173-184.
- 18) « La mise en œuvre du principe de précaution dans l'accord SPS de l'OMC : les enseignements des différends commerciaux », article coécrit avec Laurence BOY, Michel Rainelli et Christophe Charlier, *Revue économique*, novembre **2003**, numéro spécial relatif au principe de précaution, p.1291 à 1306
- 19) « Le délit de favoritisme dans les marchés publics : une régulation pénale des pratiques discriminatoires et de certaines pratiques anticoncurrentielles ». Petites affiches 4 juillet **2003**, p. 4 à 11.

b) Chapitres d'ouvrages dont 3 dans des mélanges

- 1) Les travailleurs lanceurs d'alerte environnementale sous l'empire de la directive du 23 octobre 2019 relative aux personnes qui dénoncent des violations du droit de l'Union (publiée en portugais et en italien) in *La costruzione collettiva dello sviluppo sostenibile: Stato, mercato, terzo settore e oltre*. Itàlia: Giappiceli, 2024, actes des deux colloques internationaux, de la faculté de droit de Coimbra et de l'Université de la Sapienza, Roma **2023**.

- 2) « Abuse of economic dépendance » avec Patrice Bougette et Frederic Marty (économistes) in Encyclopedia of Law and Economics, A. MARCIANO et G.B. RAMELLO, Springer, New York, NY, **septembre 2023**.
- 3) Droits de la Défense avec Frederic MARTY, in Dictionnaire du Droit de la concurrence sous la direction de Muriel CHAGNY, Concurrences **décembre 2022**, art. n°89161.
- 4) « L'abus de dépendance économique » avec Frederic MARTY, in Dictionnaire du Droit de la concurrence sous la direction de Muriel CHAGNY, Concurrences **septembre 2021**, art. n°85864.
- 5) « La concurrence et le droit économique » in « Le droit économique au 21ème siècle. Notions et enjeux » sous la direction de J. B. RACINE, LGDJ collection Droit et économie **décembre 2020**, p.133-153.
- 6) Objets connectés et contrôle des structures : vers un nouveau contrôle des concentrations ? in « Droit et Objets connectés » sous la direction de J. B. RACINE, I. PARACHKEVOVA et Th. MARTEU, Ed. LARCIER **décembre 2020**.
- 7) Objets connectés et contrôle de la domination économique, avec Emilie MAUREL, in « Droit et Objets connectés » sous la direction de J. B. RACINE, I. PARACHKEVOVA et Th. MARTEU, Ed. LARCIER **décembre 2020**.
- 8) « Economie collaborative, plateformes d'intermédiation numériques et droit de la concurrence » in Quelles régulations pour l'économie collaborative ? Un défi pour le droit économique, sous la direction de M. TELLER, E. MOUIAL et I. PARACHKEVOVA, **Ed. DALLOZ, 2018**, 250 pages. (Actes du colloque des 15 et 16 décembre 2016 Nice)
- 9) **MELANGES** « L'intervention du ministre de l'économie dans le cadre des pratiques restrictives de concurrence sanctionnées civilement : entre défense d'intérêts privés et protection de l'ordre public économique » in Le droit économique entre intérêts privés et intérêt général, hommage à Laurence Boy », sous la direction de E BALATE, J. DREXL, S. MENETREY et H. ULLRICH Ed PUAM **Juin 2016**, pp.161-175.
- 10) « Déséquilibres économiques et relations entre la grande distribution et ses fournisseurs » in « Déséquilibres économiques et droit économique » sous la direction de L. BOY et de S. MENETREY, Ed. **LARCIER 2015** Chapitre 3 p.51-65 (actes de colloque Nice).
- 11) « Contourner le droit de la concurrence par les organisations professionnelles : une analyse des limites de l'interdit » avec M. DESCHAMPS, in « Stratégies d'instrumentalisation juridique et concurrence » sous la direction de Viviane de Beaufort, Hugues Bouthinon-Dumas, Frédéric Jenny et Antoine Masson, ed **LARCIER octobre 2013**, p.115-131. (Actes de colloque Paris)
- 12) **MELANGES** « Les normes sociales privées : de l'engagement volontaire à la contrainte ? » in Critique(s) du droit, Hommage au professeur Robert CHARVIN, Ed PUBLISUD, Paris, **décembre 2011**, p.391- 409
- 13) « Les dérogations au monopole dans le Traité UPOV ou la portée de l'exception de la semence de ferme » in « Les aspects juridiques de la valorisation des denrées alimentaires », Universidad de Costa Rica, ed. SIEDIN, **novembre 2011** p.114-129. (Actes de colloque Costa Rica).
- 14) « Commerce international, clause sociale et développement durable », in « Le commerce international entre bi et multilatéralisme », sous la direction de B. REMICHE et H. RUIZ-FABRI, ed LARCIER, Bruxelles, **janvier 2010**, p.300-322. (Actes de colloque PARIS).
- 15) « Libertés économiques et Droits de l'Homme », avec L. BOY, en vue du Colloque Droit économique et droits de l'Homme, Nice, janvier 2009, in « Droit économique et Droits de l'Homme » Ed. LARCIER **septembre 2009**, p. 271-311. (Actes de colloque Nice)
- 16) « Systèmes d'enchères et marchés publics : du moins disant au mieux disant » article co-écrit avec M. Deschamps, in "Le Management public en mutation", sous la direction de J. SPINDLER et D. HURON, l'Harmattan, Paris, Chapitre 13, p.275-290 **février 2008** (actes de colloque Paris).
- 17) « Les méthodes d'interprétation, analyse formelle, analyse substantielle et sécurité juridique », in « La sécurité juridique et le droit économique » sous la direction de J. B. RACINE, F. SIIRIAINEN et L. BOY, p. 189-206, Ed. Larcier, Bruxelles, **décembre 2007**. (Actes de colloque Nice)
- 18) **MELANGES** « Ordre concurrentiel et logiques sociale et environnementale dans la passation des marchés publics », in L'ordre concurrentiel Mélanges en l'honneur d'Antoine PIROVANO, **Ed Frison-Roche, 2004**, p. 145 à 166.
- 19) « L'impact de l'application ou de l'absence d'application du principe de précaution quant aux préjudices ». in "le droit au défi de l'économie" sous la direction de Yves CHAPUT, Ed. PUB, **2002**, p. 61 à 79 (actes de colloque Paris et Bruxelles).

- 20) « Ententes de répartition des marchés : vers une sanction aggravée des pratiques anticoncurrentielles ? » in Le processus de concurrence sous la coordination de J. KRAFFT, Ed Economica, **2001**, p.312 à 332 (actes de colloque Nice).

c) CHRONIQUES

- 1) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, sous la direction de Grégoire Leray, (rédaction des rubriques droit de la concurrence et commande publique), RJE n°2/2024, p.419-437.
- 2) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, sous la direction d'Isabelle Doussan et Grégoire Leray, (rédaction des rubriques droit de la concurrence et commande publique), RJE n°2/2022, p.321 et s. spéc. p. 326-328.
- 3) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, sous la direction d'Isabelle Doussan et Pascale Steichen, (rédaction des rubriques droit de la concurrence et commande publique), RJE n°2/2020, p. 360-379.
- 4) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, sous la direction d'Isabelle Doussan et Pascale Steichen, (rédaction des rubriques droit de la concurrence et marchés publics), RJE n°2/2018, p.349-366.
- 5) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, sous la direction d'Isabelle Doussan et Pascale Steichen, (rédaction des rubriques droit de la concurrence et marchés publics), RJE n°2/2016, p.344-361.
- 6) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, sous la direction d'Isabelle Doussan et Pascale Steichen, (rédaction des rubriques droit de la concurrence (pratiques anticoncurrentielles, concurrence déloyale, aides d'Etats et marchés publics et droit du travail), RJE n°4/2014, p.665-687.

d) NOTES D'ARRET

- 1) « L'utilisation d'huiles végétales pures comme biocarburant sanctionnée par le juge » note sous TA Bordeaux 20 juin 2006, Préfet de Lot-et-Garonne, Revue droit de l'environnement mai **2007**, p.117-118

e) COMMUNICATIONS A COLLOQUES ET CONFERENCES NON PUBLIEES OU EN COURS DE PUBLICATION

- 1) La responsabilité sociétale des entreprises minières : un paradoxe ? Introduction à la Conférence « La responsabilité sociétale des entreprises minières, approche de droit comparé Europe/Brésil » conférence co-organisée avec GRACE GARBACCIO, professeur IBEDP de Brasilia, Faculté de droit de Nice, **14 juin 2022**.
- 2) Objets connectés et contrôle des structures : vers un nouveau contrôle des concentrations ? Programme « Droit et Objets connectés » sous la direction de J. B. RACINE, I. PARACHKEVOVA et Th. MARTEU, Faculté de droit de Nice, **15 novembre 2019**.
- 3) Objets connectés et contrôle de la domination économique, avec Emilie MAUREL, Colloque Technonormativités. Des objets connectés à l'IA, l'école de Nice rencontre l'école de Bruxelles, Université de Nice, 27 et 28 **septembre 2018**.
- 4) « La théorie des facilités essentielles et l'abus de position dominante en droit de la concurrence : état des lieux et perspectives », Conférence internationale « The scope of Judicial Review of decisions of independant regulators in the light of rule of law » Faculté de droit de l'Université de **Wroclaw POLOGNE**, le **19 septembre 2017**.
- 5) La confrontation des plateformes numériques au droit social et au droit de la concurrence, avec Emilie MAUREL, Colloque droit bancaire et financier, économie des plateformes Université de Nice, **9 et 10 juin 2017**.
- 6) « Les objectifs du droit de la concurrence, défense de l'ordre concurrentiel et/ou corrections des déséquilibres économiques ? » in journée d'études Politique de concurrence et politique industrielle : fondements, objectifs et compatibilité, **14 octobre 2016** GREDEG Sophia Antipolis
- 7) « Abus de dépendance économique d'une pratique anticoncurrentielle à des pratiques restrictives de concurrence » (Abuse of economic dependence From antitrust law to restrictives practices law – French case) in colloque du **21 septembre 2015** l'Abus de dépendance économique et les déséquilibres significatifs approche de droit comparé, Faculté de droit de NICE.

- 8) « De l'abus de dépendance économique au déséquilibre significatif : protéger la concurrence et/ou les concurrents ? » in « L'Ecole de Nice rencontre l'Ecole de Bruxelles (Centre Perelman de théorie du droit) », 24 et 25 **novembre 2014** Faculté de Droit de NICE
- 9) « Déséquilibres économiques et relations entre la grande distribution et ses fournisseurs » in colloque « Déséquilibres économiques et droit économique » sous la direction de L. BOY, 7 et 8 **février 2013** Faculté de droit de NICE.
- 10) « L'article 27-3 B de l'accord ADPIC : quels choix pour les Etats membres de l'OMC pour la protection des variétés végétales ? », présentation lors du Colloque de Brasilia « Gouvernance internationale du commerce des OGM » **Brasilia BRESIL 6 et 7 décembre 2007** dans le cadre d'une ANR GICOGM
- 11) « Le rôle du droit du travail dans la lutte contre la pauvreté », colloque Démocratie, société civile et lutte contre la pauvreté des 5 et 6 **mai 2006** Faculté de droit de **Marrakech, MAROC** dans le cadre d'un contrat de recherche Université de Marrakech/Université de Nice (Droit et pauvreté).

f) AUTRES : vulgarisation de la recherche dans des revues non académiques

- 1) Des limites de la liberté contractuelle en matière d'octroi d'exclusivité : l'exemple de l'Iphone mai 2009 <http://avocats-publishing.com/Des-limites-de-la-liberte>
- 2) « Rappeler ou ne pas rappeler ? L'affaire Mitsubishi », avec Edouard Barreiro et Frédéric Marty (économistes), *Automobile & Composants*, Groupe Les Echos, n° 200, 14 octobre 2004, p.173-184.

1.2 COMMUNICATIONS A COLLOQUES OU CONFERENCES publiées

- 1) Incumprimento e Apoios Públicos (Sanctions et responsabilité envisagées par la proposition de directive relative au devoir de vigilance) Conférence internationale sur le devoir de vigilance : Sustentabilidade Empresarial, Direitos Humanos e Ambiente: Antes e para lá da diretiva anunciada (Dever de diligência das empresas em matéria de sustentabilidade), Faculté de droit de Coimbra, conférence des **27 et 28 octobre 2023, publié in** Sustentabilidade Empresarial, Direitos Humanos e Ambiente: Antes e para lá da diretiva anunciada (Dever de diligência das empresas em matéria de sustentabilidade) **février 2025 Edition IJFD Universidade de Coimbra** avec mise à jour faisant suite à la directive 2024/1760 du **13 juin 2024** sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité.
- 2) Au coeur de l'architecture urbaine et des TIC : de l'efficacité des écosystèmes numériques à leur légitimité démocratique, avec Laurence SAGLIETTO, 15° journées d'études TIC.IS, le plissement numérique du monde, **1 juin 2023**, IMRED Université Côte d'Azur.
- 3) Os trabalhadores denunciando de riscos ambientais ao abrigo da Diretiva (UE) 2019/1937 do 23 de outubro de 2019, relativa à proteção das pessoas que denunciam violações do direito da União: abordagem comparativa com o caso da França (Les travailleurs lanceurs d'alerte environnementale sous l'empire de la directive du 23 octobre 2019 relative aux personnes qui dénoncent des violations du droit de l'Union : approche de droit compare avec le cas de la France), Colloque "A Construção Coletiva da Sustentabilidade: Estado, empresas, associações e quarto setor" **2 juin 2023 Faculté de droit de Coimbra Portugal**. (Publication Alexandra ARAGAO, Grace LADEIRA GARBACCIO, Angelo LALLI, in *La costruzione collettiva dello sviluppo sostenibile: Stato, mercato, terzo settore e oltre*. Itália: Giappiceli, 2024, actes du colloque international, de l'Université de la **Sapienza, Roma février 2023**).
- 4) Objets connectés et contrôle des structures : vers un nouveau contrôle des concentrations ? Programme « Droit et Objets connectés » sous la direction de J. B. RACINE, I. PARACHEKEVOVA et Th. MARTEU, Faculté de droit de NICE, 15 novembre **2019**, publication chez Larcier 2020.
- 5) Objets connectés et contrôle de la domination économique, avec Emilie MAUREL, Colloque Technonormativités. Des objets connectés à l'IA, l'école de Nice rencontre l'école de Bruxelles, Université de NICE, 27 et 28 septembre **2018**. Publication chez Larcier 2020.
- 6) « Pouvoirs privés économiques et ordre public économique : le droit de la concurrence cœur de l'ordre public économique ». Les Journées de droit économique : « Pouvoirs privés économiques et ordre public économique » 12 avril **2018** Faculté de droit de NICE GREDEG UMR 7321 CNRS/UNS (Publiée 2019).
- 7) « La théorie des facilités essentielles et l'abus de position dominante en droit de la concurrence : état des lieux et perspectives », Conférence internationale « The scope of Judicial Review of decisions of

independant regulators in the light of rule of law » Faculté de droit de l'Université de **Wroclaw POLOGNE**, le 19 septembre **2017**.

8) « Les méthodes d'interprétation, analyse formelle, analyse substantielle et sécurité juridique », Colloque Sécurité juridique et droit économique, NICE 26 et 27 octobre **2006** (publiée 2007)

9) La confrontation des plateformes au droit social et au droit de la concurrence, avec Emilie MAUREL, Colloque droit bancaire et financier, économie des plateformes Université de NICE, 9 et 10 juin **2017**.

10) « Economie collaborative, plateformes d'intermédiation numériques et droit de la concurrence » in Quelles régulations pour l'économie collaborative ? un défi pour le droit économique, Rencontres de droit économique, 15 et 16 décembre **2016** Faculté de droit de NICE (Publiée 2018).

11) « Les objectifs du droit de la concurrence, défense de l'ordre concurrentiel et/ou corrections des déséquilibres économiques ? » in journée d'études Politique de concurrence et politique industrielle : fondements, objectifs et compatibilité, 14 octobre **2016** SOPHIA ANTIPOLIS.

12) « Abus de dépendance économique d'une pratique anticoncurrentielle à des pratiques restrictives de concurrence » (Abuse of economic dependence From antitrust law to restrictive practices law – French case) in colloque du 21 septembre **2015** l'Abus de dépendance économique et les déséquilibres significatifs approche de droit comparé, Faculté de droit de NICE.

13) « De l'abus de dépendance économique au déséquilibre significatif : protéger la concurrence et/ou les concurrents ? » in « L'Ecole de Nice rencontre l'Ecole de Bruxelles », 24 et 25 novembre **2014** Faculté de Droit de NICE

14) « Déséquilibres économiques et relations entre la grande distribution et ses fournisseurs » in colloque « Déséquilibres économiques et droit économique » sous la direction de L. BOY, 7 et 8 février **2013** Faculté de droit de NICE. (Publiée 2015)

15) « Contourner le droit de la concurrence par les organisations professionnelles : une analyse des limites de l'interdit » avec M. DESCHAMPS, in Instrumentalisation et utilisation stratégique du droit de la concurrence, Atelier du Centre européen de droit et d'économie CEDE « Droit, management et Stratégies », 18 juin **2012** CNIT La Défense **PARIS**. (Publiée 2013)

16) 8th Annual Conference of the German Association of Law and Economics, "The antitrust assessment of exclusive agreements: the high tech industry" avec Patrice Bougette, Frederic Marty et Julien Pillot, **Wiesbaden, Allemagne**, December **2010**. (Publiée 2010)

17) « Les dérogations au monopole dans le Traité UPOV ou la portée de l'exception de la semence de ferme » Colloque « La valorisation des produits agricoles » Organisé dans le cadre du Programme Lascaux sous la direction de F. COLLART DUTILLEUL à la Faculté de droit de l'Université de SAN JOSE DU COSTA RICA 29 et 30 novembre **2010**, (publiée 2011)

18) « Analyses croisées juridiques et économiques des procédures négociées en droit de la concurrence » avec F. MARTY, en vue des 4^e journées de droit économique « Les procédures négociées en droit de la concurrence : les retours d'expérience analysés par les juristes et les économistes » 4 juin **2010** Sophia-Antipolis UNS, (publiée 2011)

19) « Le droit du travail dans le droit de l'OHADA », Communication au séminaire du CREDECO à la faculté de droit de NICE 22 avril **2010**, (publiée 2012)

20) « Libertés économiques et Droits de l'Homme », avec L. BOY, Colloque « Droit économique et droits de l'Homme » 22 et 23 Janvier **2009** Université de NICE (publiée 2009)

21) « La protection internationale des variétés végétales : entre intérêts des firmes biotechnologiques et sécurité alimentaire », Journées de droit économique, Université de NICE 6 et 7 juin **2008** (publiée 2009)

22) « Commerce international, clause sociale et développement durable » Colloque « Le commerce international entre bi et multilatéralisme » Organisé par l'Université de **PARIS I Sorbonne** 27 au 29 mars **2008**. (Publiée 2010)

23) « L'article 27-3 B de l'accord ADPIC : quels choix pour les Etats membres de l'OMC pour la protection des variétés végétales ? », avec M.A. NGO, présentation lors du Colloque de Brasilia

« Gouvernance internationale du commerce des OGM » Université de **Brasilia BRESIL** 6 et 7 décembre **2007**.

24) « Le rôle du droit du travail dans la lutte contre la pauvreté », colloque Démocratie, société civile et lutte contre la pauvreté des 5 et 6 mai **2006** faculté de droit de **Marrakech, Maroc**.

25) "Choix de localisation des firmes automobiles et aides publiques : Une analyse des décisions de la Commission européenne relative aux aides publiques en faveur des constructeurs", avec Edouard Barreiro et Frédéric Marty Journées Jean Monnet, Université de **METZ**, 30 novembre **2005**. (Publiée 2006)

26) « Ordre concurrentiel et logiques sociale et environnementale dans la passation des marchés publics », Colloque des 5 et 6 décembre **2002** à NICE en l'honneur d'Antoine PIROVANO. (Publiée 2004)

27) « L'impact de l'application ou de l'absence d'application du principe de précaution quant aux préjudices ». Communication à **Bruxelles** les 12 et 13 janvier **2001** GDR Droit économique sous la direction de Y. CHAPUT, communication à la journée de droit économique à la Sorbonne PARIS, vendredi 23 mars 2001 (publiée 2003).

2. ENCADREMENT ET ANIMATION DE LA RECHERCHE

2.1 DIRECTION ANIMATION DE LABORATOIRES ET EQUIPES DE RECHERCHE

1) De 2022 à septembre 2025, Codirection avec les professeurs Eva MOUIAL et Irina PARACHEKEVOVA-RACINE de l'équipe de recherche des juristes du GREDEG (section 01 et 02 cnu) au sein du pôle PNCR du Gredeg : École de Droit économique de Nice (EDEN) au sein du GREDEG UMR 7321 CNRS/UCA.

2) De février 2014 à juin 2022 Directeur adjoint du GREDEG –UMR 7321 CNRS/UNS (UMR pluridisciplinaire en droit, économie et gestion) comprenant 93 enseignants chercheurs et chercheurs CNRS et INRA, 8 personnels administratifs et 150 doctorants. Rapports HCERES 2017 et 2022 (comité de visite HCERES en janvier 2023 avec la nouvelle direction)

De 2017-2022 chargé de la politique doctorale au sein du laboratoire, Organisation de journées annuelles d'information sur l'après avec des membres des CNU 01 05 et 06 sur les procédures de qualifications MCF et sur les concours chargé de recherches CR 2 CNRS section 36 (droit et sociologie) section 37 (économie gestion), Organisation annuelle d'ateliers pour les doctorants (méthodologie, recherche d'un plan, rédaction de la thèse).

Organisation annuelle des Workshops doctorants du laboratoire pour les 3 disciplines, présentation d'un article en cours de rédaction pour soumission à une revue avec des rapporteurs extérieurs (1^o édition 3 et 4 décembre 2020 devenue une manifestation annuelle au sein du laboratoire et pérennisée par la nouvelle direction de laboratoire).

2.2 DIRECTION SCIENTIFIQUE DE COLLOQUES

1) Organisation conférence « La responsabilité sociétale des entreprises minières, approche de droit comparé Europe/Brésil » avec Grace GARBACCIO, professeur IBEDP de **Brasilia**, à la Faculté de droit de Nice, 14 juin 2022.

2) Organisation de la journée d'étude « Droit et économie de la concurrence dans le numérique », 3 juin 2021 avec Frédéric MARTY CNRS, Patrice Bougette GREDEG et Sarah GUILLOU OFCE DRIC SCIENCES PO Paris.

3) Organisation des journées de droit économique « Pouvoirs privées économiques et ordre public économique » du 12 avril 2018 à la Faculté de droit de Nice. Actes publiés à la RIDE 2019/1 dans un numéro spécial

4) Organisation du colloque avec F. MARTY 21 septembre 2015 l'Abus de dépendance économique et les déséquilibres significatifs approche de droit comparé à la faculté de Droit de Nice.

5) Organisation du colloque en vue des 4^o journées de droit économique « Les procédures négociées en droit de la concurrence » avec F. MARTY, 4 juin 2010 à Sophia Antipolis GREDEG CNRS UNS, actes publiés in *Les Dossiers de la Revue Internationale de Droit Economique*, vol. 4, avril 2011.

2.3 PARTICIPATION ACTIVE DANS DES PROGRAMMES ET DES RESEAUX DE RECHERCHE

- 1) Membre du comité local d'organisation de la 8^e conférence annuelle de l'association française d'économie du droit, jeudi 19 et 20 octobre 2023 à la MSHS de Nice (GREDEG UMR 7321 CNRS/UCA).
- 2) Membre du réseau des équipes de recherches en droit de la concurrence (participation à la création en 2021)
- 3) Membre du réseau sur la COMPLIANCE sous la direction du professeur Marie Anne FRISON ROCHE, chaire de la régulation à Sciences Po Paris depuis 2020
- 4) Membre du Gdr Nost Normes, sciences et techniques depuis janvier 2016.
- 5) septembre 2017 – décembre 2019 Membre du programme pluridisciplinaire de recherche DATA PRIVACY ayant obtenu un financement de l'IDEX JEDI UCA Côte d'AZUR sur les plateformes d'intermédiation numérique et les données. Rapport rendu en juin 2019 à l'académie de l'IDEX, rédaction de la partie du rapport sur les problématiques juridiques relatives aux données.
- 6) Septembre 2017 – décembre 2019 Membre du programme de recherche « Droit et objets connectés » sous la direction des professeurs Jean Baptiste RACINE, Irina PARACHEKOVOVA et Thierry MARTEU, ayant obtenu un financement de l'IDEX JEDI UCA, Publication en cours du rapport de recherche LARCIER 2020, rédaction de la partie relative au droit de la concurrence.
- 7) Membre depuis 2001 de divers programmes de recherches de l'AIDE association internationale de droit économique ayant donné lieu à différents colloques. A titre d'exemples les journées de droit économique organisées à Nice depuis 2007 tous les deux ans, le colloque Le commerce international entre bi et multilatéralisme à Paris I en 2008, le colloque « L'Ecole de Nice rencontre l'Ecole de Bruxelles », les 24 et 25 novembre 2014 Faculté de Droit de NICE et Technonormativités. Des objets connectés à l'IA, l'école de Nice rencontre l'école de Bruxelles, Université de NICE, 27 et 28 septembre 2018.
- 8) Membre du Programme européen de recherches (ERC Advanced Grant du 7^e PCDR) Lascaux (droit, aliments et terre) dirigé par le professeur François COLLART DUTILLEUL de l'Université de Nantes de 2009 à 2014. Communication à un colloque à l'Université de San José du Costa Rica en 2010
- 9) Membre d'un programme de recherche ayant obtenu une ANR intitulé gouvernance internationale du commerce des OGM (GICOGM) janvier 2007- janvier 2009. Participation à un colloque à Brasilia à l'invitation de l'Université de Brasilia sur cette thématique en 2007.
- 10) Membre du programme de recherche « le droit de l'OHADA, sécurisation des agents économiques internationaux et domestiques et développement économique sous la direction du professeur Laurence Boy, mission Droit et justice 2006-2008.
- 11) Membre du GDR 2327 du CNRS intitulé droit économique francophone sous la direction du professeur Yves CHAPUT de l'université de Paris I, GDR créé en 2001-2004. Communication à colloques à Paris et Bruxelles en 2001.

2.4 DIRECTION DE THESES ET HDR

Depuis 2009 direction de 14 thèses de doctorat en droit privé (8 financées) dont 10 soutenues et 1 HDR.

2.4.1 HABILITATION A DIRIGER LES RECHERCHES

- 1) Caroline LEQUESNE ROTH, Administration, automatisation et vulnérabilité. Penser le commun à l'ère digitale : étude du cas français, soutenue le 11/10/2021 Faculté de droit et de Sciences politiques de Nice, EUR LEX.

2.4.2 THESES SOUTENUES

- 1) Nathalie NIELSON, Pour un renouvellement de l'abus de position dominante face au défi de l'économie Numérique ? Regards croisés entre droit antitrust américain et droit de la concurrence européen et interne, depuis octobre 2020, CONTRAT DOCTORAL 2020-2022, ATER 2023-2024 et 2024-2025 puis vacataire, codirection avec F. MARTY, soutenance le 19 décembre 2024.

- 2) Nahla HARTANI, Le modèle du contrat de franchise et sa réception dans les Etats du Maghreb étude de droit comparé, depuis le 1^o décembre 2013. Soutenue le 17 juin 2022, BOURSE GOUVERNEMENT ETRANGER, chargé d'enseignement vacataire à Nice et à Alger, avocate au barreau d'Alger.
- 3) Emilie MAUREL, Entre subordination et dépendance. Essai sur une relecture de la subordination par les plateformes de mobilité, soutenue le 8/10/2021 CONTRAT DOCTORAL 2016-2019, ATER 2019-2021. Avocate en droit du travail.
- 4) Assia JEMAI, Le principe d'égalité homme-femme. Analyse critique de l'influence du système juridique français sur le système juridique tunisien, soutenue le 8/3/2021, membre de l'Autorité de la concurrence de Nouvelle Calédonie puis 2023 avocate Marseille.
- 5) Axel LIROY, Le tourisme des Antilles françaises saisi par le droit économique, thèse soutenue 17/12/2020, BOURSE REGIONALE MARTINIQUE 2013-2016, concours parallèle de la magistrature
- 6) Bertrand BARROUILLET, la privation du droit : l'exemple de la lutte contre le dopage, thèse soutenue le 27/11/2018, avocat au barreau de Nice
- 7) Oriane THIBOUT, La responsabilité sociale des entreprises : un système normatif hybride aux implications concurrentielles significatives, CONTRAT CIFRE 2015-2018. Publications : Oriane THIBOUT, La responsabilité sociale des entreprises : un système normatif hybride, RJE 41/2 2016, p.215-233. Thèse soutenue le 2/11/2018 Nice, Chargée de mission RSE dans une grande entreprise et enseignante contractuelle à l'Université de Nice, depuis 2020 juriste auprès du Procureur de la République à Grasse.
- 8) Alain Hilarion BITSAMANA, l'effectivité du droit du travail à l'orée de la réforme OHADA, depuis le 1^o décembre 2012, BOURSE 2013-2016 ERSUMA (école régionale de la magistrature de l'espace OHADA) ATER à La faculté de droit 2016-2018. Publications : Dictionnaire OHADA 3^o édition l'Harmattan, 2015, 1^o édition 2008, 2^o édition 2013. Thèse soutenue le 21/6/2018 à Nice, Enseignant contractuel à l'Université de LOANGO, Pointe Noire CONGO Brazzaville.
- 9) Maxence VERVOOT, L'exercice du droit de grève dans secteur privé soutenue le 26 novembre 2015 Faculté de droit de Nice, thèse débutée en septembre 2011, avocat au barreau de Lyon.
- 10) Sarah BENZIOUCHE, « Les sanctions des pratiques anticoncurrentielles : une approche critique » soutenue le 10 avril 2015 faculté de droit de Nice. BOURSE GOUVERNEMENT ETRANGER 2011-2014 Thèse débutée en septembre 2010. Enseignante contractuelle à la Faculté de droit d'Alger et avocate au barreau d'Alger.
- 11) Christophe DUMEZ, La recherche d'un équilibre entre flexibilité et sécurité dans les relations de travail » Thèse soutenue publiquement le lundi 16 juin 2014 à 14 h à la faculté de droit de Nice-Sophia Antipolis. Thèse débutée en septembre 2009. Avocat au barreau de Montpellier.

2.4.3 THESES EN COURS

- 1) Chloé DJAMJI, Intelligence artificielle et pratiques anticoncurrentielles algorithmiques sur le marché européen du numérique : quels outils de régulation ? CONTRAT DOCTORAL 2023-2026 codirection avec F MARTY.
- 2) Alexandra GARNIER, Algorithme numérique : étude en droit de la consommation et de la concurrence codirection avec L. DUONG GODEFROY depuis septembre 2019.
- 3) Mickael MINGUCCI, L'encadrement juridique des relations entre partenaires sociaux au sein de la négociation collective depuis le 1 novembre 2012. ATER 2015-2016, assistant de justice 2016-en cours.
- 4) Nassim MENTELACHETA, L'effectivité du droit de la concurrence en Algérie, depuis 11 décembre 2007 (sous la direction de Laurence Boy, en raison du décès de la directrice de thèse, j'ai repris l'encadrement de la thèse début 2014 et reformulé le sujet avec le doctorant), Notaire à Alger depuis 2015.

3 RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE

3.1 MISSIONS D'EXPERTISES

- 2019 Expertise pour le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (équivalent du CNRS en sciences sociales au niveau fédéral), sur un projet de recherche portant sur les valeurs marchandes et non marchandes dans le droit du commerce international.

- Depuis 2011 Plus d'une dizaine d'**expertises CIFRE** pour l'ANRT dans le cadre de l'attribution de bourses CIFRE (2020 Expertise sur « *La responsabilisation des investisseurs étrangers – aspects de droit international*, Nanterre, 2020 Expertise sur le sujet de *la compliance au sein de la filiale française d'un groupe de sociétés transnational*, laboratoire de recherche en droit des affaires de la faculté de droit de PARIS II (l'IRDA), 2020 Expertise sur le sujet « *l'évaluation du préjudice dans les actions privées en droit de la concurrence* », Centre d'études juridiques européennes et comparées (CJECE équipe d'accueil 2320) de l'Université PARIS NANTERRE et Institut du droit de la concurrence IDA (Revue Concurrences) ; 2019 Expertise sur le sujet « *Droit et l'économie de la Blockchain : applications aux mécanismes de la justice décentralisée* », Centre de Recherches en Economie et Droit (EA 7321, Université de PARIS II ; 2019 Expertise sur le sujet « *Recherches sur la régulation des jeux d'argent et de hasard en France – Etat des lieux juridique* » Institut LEON DUGUIT Université de BORDEAUX ; 2018 Expertise sur le sujet « *L'accompagnement juridique de la transition environnementale des activités de production agricole* », Institut de recherche Juridique de la Sorbonne PARIS II (André TUNC) ; 2018 Expertise sur le sujet « *Transformation numérique de la profession d'avocat, révélation de la valeur et révolution des modèles* », EA7321 centre de recherche en économie et en droit de l'Université de PARIS 10 ; 2018 Expertise sur le sujet « *Le numérique et la santé au travail* », UMR 5815 dynamiques du droit de l'Université de Montpellier ; 2017 Expertise sur le sujet « *La notion de créance* » Unité de recherche Droits et perspectives du droit, Université de LILLE, 2017 Expertise sur le sujet « *Numérique et santé au travail* » Institut de recherche Juridique de la Sorbonne PARIS II (André TUNC) ; 2016 Expertise sur le sujet « *Les TPE, droit de la concurrence et procédures collectives* », laboratoire UMR 7354 Droit, Religion, Entreprise et Société, Université de STRASBOURG ; 2011 Expertise sur le sujet « *Stipulations contractuelles à l'épreuve du droit de la concurrence* » doctorant du laboratoire DANTE (Droit des Affaires et nouvelles technologies) Université de VERSAILLES Saint Quentin en Yvelines
- **2015 Expertise ANR** pour un projet de recherche candidat à une ANR Mines et innovations sociales et juridiques en Nouvelle Calédonie.
- En **2015**, membre du groupe de réflexion présidé par le professeur Medhi ROSTANE de l'Université d'Aix Marseille dans le cadre la mission confiée par le **CNRS** sur la place de recherche juridique au sein du CNRS, rapport publié en 2016.
- Patrice Reis, Laurence Boy, Fabrice Siirainen, Rapport de recherche pour la mission droit et justice, Sécurisation des agents économiques internationaux et domestiques et développement économique, **2010**.

Evaluation d'articles pour le comité scientifique et la rédaction de revues scientifiques

- **2024 Referee** (évaluation de proposition d'articles) pour la revue juridique de l'environnement (RJE)
- **2005-2011 Referee** pour la RIDE revue internationale de droit économique.

3.2 PARTICIPATION A DES JURYS DE THESE

Depuis 2002 participation à 16 jurys de thèses en droit privé en tant que rapporteur ou en tant que membre (hors direction) à Nice (10), à Aix Marseille (3), Université de Toulon (2) Université de Laval Québec Canada (1).

PARTICIPATION (HORS ETABLISSEMENT) EN TANT QUE RAPPORTEUR

- 1) Allegra Vycinfleur MAMFOUANA, La lutte contre les opérations d'initié au sein des marchés financiers de l'Union Européenne, sous la direction du professeur Guillaume PAYAN, Université de Toulon, soutenue le 14 avril 2023 Faculté de droit de Toulon.
- 2) Adama Espérance MONEMOU, La régulation des entreprises multinationales en Afrique subsaharienne, de l'instrumentalisation à la prise en compte d'un développement durable collectif par les stratégies RSE, sous la direction du professeur Guillaume PAYAN, Université de Toulon, soutenue le 14 avril 2022 Faculté de droit de Toulon

- 3) Symphorien DOKOUI, La notion d'intérêt de l'entreprise en droit comparé : le droit français, béninois et OHADA, sous la direction du professeur Michel BUY Université d'Aix Marseille, soutenue le 11 décembre 2018, Faculté de droit d'Aix Marseille.
- 4) Mohamed Aly LEMRABOOT LEWFAH « Etude du système bancaire mauritanien : aspects juridiques » sous la direction du professeur Thierry GRANIER Université d'Aix Marseille, 12 décembre 2016, Faculté de droit d'Aix en Provence
- 5) SONYA MORALES, « La qualification et le traitement légal des ressources phylogénétiques au bénéfice de la sécurité alimentaire mondiale durable et regard critique sur leur gestion » sous la direction du professeur Geneviève PARENT, 31 mars 2016, Université de Québec Laval CANADA
- 6) PIERRE GUASTALLA, La rupture du contrat de travail sous la direction du professeur Michel BUY Université d'Aix Marseille soutenue 12 décembre 2015, Faculté de droit d'Aix en Provence

MEMBRES DES JURYS DE THESES SUIVANTS A NICE

- 1) MOUTON Jeanne, trois essais en économie du droit (droit de la concurrence) sous la direction de Frederic MARTY, soutenue le 10 septembre 2024 au GREDEG Sophia Antipolis.
- 2) VOLPI Nicolas, La régulation du secteur agroalimentaire par le contrat, vers un droit agroalimentaire des contrats sous la direction du professeur Eva MOUIAL, thèse Nice soutenue le 8 novembre 2019.
- 3) CALOMILI CECILE, La gradation des fautes dans le droit de la rupture du contrat de travail, sous la direction du professeur Alain CHIREZ, thèse Nice soutenue le 7 décembre 2010.
- 4) SOGNOC-BIDJECK EMMANUELLE « clauses du contrat de travail, le juge et l'ordre public », sous la direction du professeur Alain CHIREZ, thèse Nice soutenue le 13 décembre 2005
- 5) BEDOUHENE SOPHIA, « les aspects juridiques du harcèlement moral dans les entreprises » sous la direction du professeur Alain CHIREZ, thèse Nice soutenue le 27 septembre 2005
- 6) TOBELEM DAVID, Le crédit bancaire et les entreprises en difficulté sous la direction du professeur Jean Pierre GASTAUD, thèse Nice soutenue le 5 juillet 2004
- 7) SOURLIGAS GEORGIOS, L'emprise du droit communautaire sur l'ouverture à la concurrence des entreprises de service public : le cas de l'électricité, sous la direction du professeur Laurence BOY, thèse Nice, soutenue le 18 juin 2004
- 8) NGO MAI ANH, La qualité et la sécurité des produits agroalimentaires, une approche juridique, sous la direction du professeur Laurence BOY, thèse Nice soutenue le 31 octobre 2003 (devenue ingénieur de recherches au GREDEG CNRS/UNS)
- 9) MARANGONI NOVELLO OLIVIA, Consentement et libertés dans le droit du travail monégasque sous la direction du professeur Alain CHIREZ, thèse soutenue le 20 octobre 2003

ACTIVITE PEDAGOGIQUE

1) DANS L'ETABLISSEMENT :

- 1.1) ENSEIGNEMENTS** *Présentation synthétique des enseignements faisant apparaître le niveau (L.M.D), le type de formation (formation initiale/continue, professionnelle, présentielle/à distance) la nature (cours, TD, TP, encadrement de travaux de fin d'étude et de stages), le volume horaire.*

Le tableau de synthèse ci-après indique le décompte de mes enseignements en se référant à 8 rubriques :

- 1) **les matières enseignées** : Elles s'articulent autour de trois grandes thématiques : Droit de la concurrence, droit économique, droit du travail
- 2) **les diplômes** dans lesquels ont lieu ces enseignements et leur UFR de rattachement : Faculté de droit de Nice (EUR LEX), IAE de Nice, IUT de Nice, Institut supérieur d'économie et de gestion de Nice (EUR ELMI), autres établissements
- 3) **le type de formation** : initiale, continue ou en alternance, sauf indication contraire les cours sont effectués en présentiel.
- 4) **le nombre d'heures** : effectué par cours (en heures de cours et non pas en équivalent TD).
- 5) **le type d'enseignement** : Cours ou TD ou séminaire.
- 6) **le nombre d'étudiants**. Il correspond à l'effectif moyen par an.
- 7) **le suivi de stage ou mémoire**. En moyenne par an, 30 mémoires de M2 professionnels et étudiants en alternance avec visites en entreprises pour ces derniers (en moyenne 8 visites par an).

Lors de mes enseignements en M2 recherche, en moyenne 2 mémoires par an.

8) la période d'enseignement. Elle correspond au nombre d'années.

Cycle 3 - Master 2 (professionnels et recherche)							
Matières	Diplôme et UFR	Formation	Heures	Cours	Effectifs	Stage	Années
Droit des pratiques anticoncurrentielles approfondi	Master 2 recherche droit économique et des affaires UFR DROIT et Master 2 juriste d'affaires UFR DROIT	Initiale/alternance	20H	Cours/séminaire	20	oui	2013- en cours
Traitement des différends de marché	Master 2 Droit des différends d'entreprise et du travail UFR DROIT	Initiale/alternance	20 h	cours	20	oui	2022-2025
Droit du travail : le licenciement économique	Master 2 Gestion des ressources humaines EUR ELMI (Faculté d'Economie et de gestion)	Initiale/alternance	20 h	cours	70	oui	2006- en cours
Droit de la concurrence	Master 2 Juriste d'affaires délocalisé à l'Université Mundiapolis à Casablanca Maroc DROIT des AFFAIRES	Initiale/alternance	20H	cours	30	oui	2013- en cours
Restructurations d'entreprises et droit du travail	Master 2 Juriste d'affaires délocalisé à l'Université Mundiapolis à Casablanca Maroc DROIT des AFFAIRES	Initiale/alternance	20H	cours	30	oui	2011- en cours
Responsabilité sociale des entreprises	Master 2 juriste des risques et développement durable et master 2 juriste d'affaires UFR DROIT	Initiale/alternance	8H	Cours/séminaire	40	oui	2010-2020
Techniques contractuelles en droit du travail	Master 2 juriste des risques et développement durable et master 2 juriste d'affaires UFR DROIT	Initiale/alternance	8H	Cours/séminaire	30	oui	2013-2018
Management juridique du risque	Master 2 Développement industriel EUR ELMI	Alternance/continue	20H	cours	25	oui	2013-2018
Droit du travail et restructurations d'entreprises	Master 2 Administration des entreprises IAE	Alternance/continue	20 h	cours	30	oui	2014-2017
Droit de la concurrence	Master 2 comptabilité et stratégie IAE	Initiale/continue	10H	Cours/séminaire	40	oui	2001-2004
Prévoyance et épargne salariale	Master 2 gestion juridique des risques et développement durable UFR DROIT	Initiale/alternance	12H	cours	25	oui	2002-2006
Droit social	Master 2 recherche droit économique et des affaires UFR DROIT	initiale	20H	séminaire	20	facultatif	2001-2007
Droit social	Master 2 recherche droit privé UFR DROIT	initiale	20H	séminaire	25	non	2003-2006
Droit de la concurrence	Master 2 recherche droit économique et des affaires UFR DROIT	initiale	20H	cours	25	facultatif	2007-2011
Hygiène et sécurité au travail	Master 2 gestion juridique des risques et développement durable UFR DROIT	Initiale/alternance	12H	cours	25	oui	2003-2009
Concurrence et marchés publics	Master 2 Management des administrations publiques, IAE Nice	Initiale/continue	20H	cours	30	oui	2005-2009
Responsabilité sociale des entreprises	Master 2 Gestion des ressources humaines délocalisé à Mundiapolis Casablanca Maroc	Initiale/alternance	12H	cours	30	oui	2006-2013
Droit du licenciement économique	Master 2 CERAM SKEMA Sophia Antipolis	Initiale/continue	20H	cours	30	oui	2004-2007

Cycle 2 - Master 1							
Matières	Diplôme et UFR	Formation	Heures	Cours	Effectifs	Stage	Années
Droit de la concurrence et régulation des plateformes	Master 1 droit économique et des affaires UFR DROIT	Initiale	40 h	Cours	120	facultatif	2008- en cours
Droit du travail : Les relations collectives de travail	Master 1 gestion des ressources humaines ISEM et UFR droit	alternance	30 h	cours	30	oui	2004- en cours
Droit de la distribution	Master 1 commerce et distribution EMICD UFR droit	Initiale/alternance	15 h	cours	30	oui	2016-en cours
Droit de la concurrence	Master 1 commerce et distribution et master économie et gestion ISEM	Initiale/alternance	15 h	cours	100	oui	2016-2020
Droit de la Régulation et de la Concurrence	Master 1 droit économique et des affaires UFR DROIT	Initiale	30h	Cours	140	facultatif	2013-2016
Droit de la distribution et de la consommation	Master 1 droit économique et des affaires UFR DROIT	Initiale/alternance	30 h	cours	140	facultatif	2012-2014

Droit de la concentration économique	Master 1 juriste d'entreprise et économiste d'entreprise IUP Sophia Antipolis	initiale	30 h	cours	50	oui	2001-2007
--------------------------------------	---	----------	------	-------	----	-----	-----------

Cycle 1 – Licence L1 à L3 et DU

Matières	Diplôme et UFR	Formation	Heures	Cours	Effectifs	Stage	Années
Droit de la distribution et de la concurrence	Licence 3 commerce et distribution UFR droit	alternance	30 h	Cours	30	oui	2001- en cours
Droit du travail interne et européen : le contrat de travail	Licence 3 gestion des ressources humaines ISEM et UFR droit	alternance	30 h	cours	30	oui	2006- en cours
Les relations individuelles de travail	Licence 3 droit privé délocalisée à l'université de Mundiapolis à Casablanca DROIT	Initiale/continue	20H	cours	25	oui	2013- en cours
Droit du travail	Licence Professionnelle expertise comptable IUT GEA NICE	alternance	45 h	cours	20	oui	2021-2023
Droit du travail : formation, exécution et rupture du contrat	DU GRH IUT NICE	initiale	32 h	Cours 17 h 30 TD 17 h 30	15	oui	2019-2023
Droit social européen et droit pénal du travail	DU GRH IUT NICE	initiale	15 h	Cours 10 h TD 7 h	15	oui	2018-2023
Droit du travail : relations individuelles de travail	Licence 3 commerce et distribution UFR droit	alternance	20 h	cours	30	oui	2003-2022
Droit du travail : le contrat de travail	DUT 2° année GEA	initiale	51 H	Cours 21 h Td 40 h	130	oui	2019-2021
Droit du travail : relations individuelles de travail	Licence 3 Droit privé, UFR DROIT	Initiale	30 h	cours	250	non	2001-2011
Droit du travail : Relations collectives de travail	Licence 3 Droit privé, UFR DROIT	Initiale	30 h	cours	250	non	2001-2013
Droit économique	Licence 3 gestion des ressources humaines UFR droit et ISEM	alternance	33 h	cours	30	oui	2001-2006
Introduction au droit économique	Licence 3 IUP juriste d'entreprise IUP Sophia Antipolis	initiale	20H	cours	40	oui	2001-2003
Droit des affaires	Licence L2 Sciences économiques UFR droit et ISEM	initiale	33 h	cours	130	non	2001-2004
Introduction au droit privé	L1 AES UFR DROIT et ISEM	initiale	33 h	cours	150	non	2001-2003
Droit des affaires	L2 DROIT CANEGE Universités de NICE et de PARIS Sceaux cours à distance sur plateforme avec TD à distance	Initiale/continue	30 h +15 h TD	Cours à distance	25	oui	2003-2006
Droit des groupements sociaux	Licence 3 droit privé délocalisée à l'Université Mundiapolis Casablanca DROIT	Initiale/continue	20H	cours	25	oui	2013-2014
Droit du travail : le contrat de travail	Licence 3 droit privé délocalisée à l'Université Mundiapolis Casablanca DROIT	Initiale/continue	20H	cours	25	oui	2010-en cours

1.2) Initiatives pédagogiques :

1.2.2 Innovation pédagogiques

- 1) Création en 2008 et développement de l'alternance dans le master 2 Gestion juridique des risques et développement durable (codirection du diplôme) devenu juriste du risque et développement durable (sous la direction de G. LERAY et J. BARDY, mise en place d'un cycle d'alternance, contacts avec les entreprises et développement des contrats de professionnalisation, liens avec les OPCA, initiative reprise par mes collègues responsables des autres masters 2 du domaine droit économique et des affaires justifiant par la suite en 2019 la mise en place de supports administratifs pour gérer les modalités administratives de l'alternance.
- 2) Depuis 2010 mise en place et organisation du parcours social du Master 2 gestion juridique des risques et développement durable

- 3) En termes d'innovation pédagogique, membre entre 2003 et 2006 d'un projet pilote en France intitulé CANEGE au niveau de la licence L2 et reposant sur une plateforme numérique d'enseignement à distance mise en place entre l'Université de Nice et celle de Paris Sceaux préfigurant les MOOC. Il s'agissait de cours mis en ligne avec un système de suivi des étudiants à distance comportant, un cours magistral, des exercices (cas pratiques, commentaires d'arrêts) effectués par les étudiants et ensuite corrigés en ligne par l'enseignant.

1.2.3 Directions de diplômes, partenariat d'établissement

- Depuis 2015 Responsable pédagogique de la licence droit privé de la faculté de droit de Nice délocalisée à l'Université Mundiapolis à Casablanca MAROC, chargé de la renégociation à chaque échéance de la convention de partenariat ayant pour objet la délocalisation de la formation avec les partenaires locaux.
- Depuis 2018 directeur adjoint des Masters M1 et M2 en alternance commerce et distribution (EMICD) à l'ISEM Université de Nice et Co-Responsable du Département Alternance ayant en charge près de 250 étudiants alternants (participation au développement de l'alternance auprès des entreprises de la grande distribution depuis 2001, en matière de gestion des ressources humaines et de droit du travail.
- Depuis septembre 2025 direction avec C. GAILHBAUD du Master 2 droit des différends de l'entreprise et du travail, formation en alternance.
- De 2023 à 2025 codirection avec G. CERQUEIRA du master 1 droit économique et des affaires de la faculté de droit de Nice.
- De 2022 à 2023 codirection avec G. LERAY du master 2 Juriste du risque et du développement durable Faculté de droit de Nice (remplacement d'une collègue absente).
- Membre de jury d'attributions de contrats doctoraux dans les EUR DS4H (de 2019 à 2023) et EUR LEX (depuis 2020) et au sein de l'école doctorale DESPEG de 2014 à 2024.
- Depuis 2015-2020 responsable des admissions campus France pour le Master M1 droit économique et des affaires de la faculté de droit de Nice puis à nouveau depuis 2023.
- De 2006 à 2016 Co-directeur du Master 2 « Gestion juridique des risques et développement durable » Faculté de droit et des sciences politiques de Nice.
- Encadrement de mémoires ou rapports de stage de M1, M2 Professionnels (en moyenne 35 par an) et M2 recherche en droit économique et des affaires (en moyenne 2 par an).
- Participation et direction de jurys de Validation des Acquis de l'Expérience à la faculté de droit de Nice (EUR LEX), en Master 2 gestion juridique des risques et développement durable, en Master M1 droit économique et des affaires, à UFR économie et Gestion de Nice (EUR ELMI) en Licence 3 Gestion des ressources humaines, en Master M1 gestion des ressources humaines, en Master 2 gestion des ressources humaines, en Licence 3 Commerce et distribution en alternance, Master 1 M1 EMICD.

2) HORS DE L'ETABLISSEMENT

Depuis septembre 2015 Responsable pédagogique de la licence droit privé de la faculté de droit de Nice délocalisée à l'Université Mundiapolis à Casablanca MAROC, chargée de la pédagogie et chargé de la sélection des étudiants candidats à l'entrée en L3 droit privé, organisation de la formation, des emplois du temps et des missions d'enseignement notamment pour les enseignants chercheurs de l'UFR droit de Nice faisant cours à l'Université Mundiapolis.

Enseignements actuels

- Cours de Droit du travail : le licenciement économique, (20h/an depuis 2011) Master 2 mention droit économique et des affaires spécialité juriste d'entreprise MUNDIAPOLIS Casablanca Maroc
- Cours de droit de la concurrence, le droit des pratiques anticoncurrentielles (20 h/an depuis 2013) Master 2 mention droit économique et des affaires spécialité juriste d'entreprise MUNDIAPOLIS Casablanca Maroc
- Cours de Droit du travail, relations individuelles de travail (20h/an depuis 2012) Licence 3 droit MUNDIAPOLIS Casablanca Maroc

Missions antérieures

- Le digital market Act (DMA) et le Digital service act (DSA) face aux défis de la transition digitale séminaires de formation continu de cadres (magistrats, procureurs brésiliens) Faculté de droit de Coimbra et IDP Brasilia, 5 et 6 juin 2023 faculté de droit de Coimbra 10 h.

- Responsabilité sociale des entreprises (12h/an) en master 2 Gestion des ressources humaines MUNDIAPOLIS Casablanca Maroc de 2006 à 2014
- Droit du travail, relations collectives de travail (20h/an) Licence 3 droit MUNDIAPOLIS Casablanca Maroc de 2010 à 2014
- Droit des groupements sociaux, droit des sociétés (20h/an) Licence 3 droit MUNDIAPOLIS Casablanca Maroc de 2013 à 2014
- Dans le cadre d'un DU transfrontalier financé par l'Union européenne au titre du fonds social européen, cours de Droit français et communautaire de la concurrence (20 h/an) en DU transfrontalier droit des affaires Université de Nice/Université de GENOVA, ITALIE de 2002 à 2005

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

1. Dans l'établissement

- 1) Depuis janvier 2024 membre élu du CAC de l'Université Côte d'Azur.
- 2) Depuis janvier 2024, président de la section disciplinaire des usagers de l'Université Côte d'Azur.
- 3) De 2014 à 2022 Directeur adjoint du GREDEG –UMR 7321 CNRS/UNS (UMR pluridisciplinaire en droit, économie et gestion comprenant 123 enseignants chercheurs et 6 chercheurs CNRS et INRA, 8 personnels administratifs et 140 doctorants. De 2017-2022 en charge au sein du laboratoire de la formation doctorale des doctorants du laboratoire, membre des comités de suivi de thèses de doctorat en droit privé.
- 4) De 2020-2022 Membre du COPIL/COSP de l'EUR (école universitaire de recherches) LEX (ex-Faculté de droit de Nice) de l'Université Côte d'Azur.
- 5) Depuis 2014-2020 Membre du conseil de gestion de la Faculté de droit et de Sciences Politiques de Nice.
- 6) De 2006-2022 Membre élu puis de droit depuis décembre 2014 du conseil de laboratoire du GREDEG.
- 7) De 2014-2024 Membre du conseil de l'école doctorale DESPEG de l'Université de Nice
- 8) Depuis 2014 Membre de la CPRH de droit privé section 01 et de la CPRH 02 de droit public devenues toutes les deux le département de droit regroupant les sections 01 et 02
- 9) De 2007 à 2010 : Médiateur de la Faculté de Droit de Nice chargé des relations entre d'une part les étudiants et d'autre part les enseignants chercheurs, vacataires, ATER, et l'administration pour tout problème d'ordre pédagogique et/ou administratif.
- 10) De janvier à septembre 2005 Membre de la Commission des statuts chargée de la rédaction des statuts et du règlement intérieur ayant conduit à la création du GREDEG UMR 7321 CNRS /UCA sur la base de la fusion de 3 UMR monodisciplinaires préexistantes dont le CREDECO centre de recherches en droit économique (Ecole de droit économique de Nice créée par Gérard FARJAT).
- 11) Depuis 2003, Membre de 3 commissions de spécialistes de la section de droit privé de la faculté de droit et des sciences politiques de Nice puis membre de 10 comités de sélection (PR et MCF) à Nice dont DEUX présidences de comité en section 01 (2024 pour PR) et en section 02 (2016 pour MCF). Membre extérieur de 2 comités de sélections à la Faculté de droit de Dijon en 2013 et de 9 comités de sélection à la Faculté de droit d'Aix Marseille 2 en 2015, 2 en 2016 et 1 en 2017, 1 en 2018, 1 en 2019, 2 en 2022.